

REVUE LAMY

# Droit des Affaires

## Chronique : Contrats d'affaires

*Jean BRUSCHI, Cédric DUBUCQ, Tristan GIRARD-GAYMARD et Jacques MESTRE*

- La reconnaissance unanime de la qualité d'associé au conjoint commun en biens qui a préalablement renoncé à revendiquer cette qualité  
*Deen GIBIRILA*
- La portée de la non reprise des poursuites à l'issue de la clôture d'une liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif  
*Gaëtan MARAIN*
- La nouvelle directive européenne sur le devoir de vigilance : promotion des clauses éthiques et durcissement de la responsabilité civile des entreprises  
*Dalia BOUDJELLAL, Emmanuel DAOUD, Christine GENDRE*
- La garantie du principe d'indépendance du franchisé en matière de franchise participative : étude jurisprudentielle  
*Aurélie DARDENNE*
- Courtiers, service de conseil et crédits aux professionnels  
*Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE*

**209** | MENSUEL  
DÉCEMBRE 2024

## Conseil scientifique

### Marie-Pierre BLIN-FRANCHOMME :

Maître de conférences HDR Université Toulouse Capitole, chargée de mission développement durable

### Jean-Michel de CARMO SILVA :

Professeur de droit, Grenoble École de Management

### Emmanuel DAOUD :

Avocat associé, Cabinet VIGO

### Jack DEMAISON :

Avocat associé, SIMON Associés

### Laurence Caroline HENRY :

Professeur - Avocat général en service extraordinaire à la chambre commerciale de la Cour de cassation

### Arnaud LECOURT :

Maître de conférences, Université de Pau et des pays de l'Adour

### Jacques MESTRE :

Professeur agrégé des Facultés de droit

### Cyril NOURISSAT :

Professeur agrégé des Facultés de droit, Université Jean Moulin - Lyon 3

**Éditeur :** Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social 7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

**Représentant légal :** Guillaume Deroubaix

**Associé unique :** Karnov HoldCo France

**Directeur de la publication :** Guillaume Deroubaix

**Directrice des rédactions :** Sylvie Duras

**Rédacteur en chef :** Brice Lemerrier

**Ont collaboré à ce numéro :**

Annabelle Grosjean, Victoria Mauriès, Rolanda Ondo, Brintha Selvachandran

**Dépôt légal :** à parution

**Prix au numéro :** 65,34 € TTC

**N°ISSN (version en ligne) :** 2109-9367

**N°ISSN (version imprimée) :** 1279-8401

**Périodicité :** mensuel

**N°CPPAP :** 0125 T 87146

**Crédit photos :** Getty Images

**Imprimeur :** Dupliprint

733 rue Saint-Léonard - 53147 Mayenne

**Origine du papier :** Pologne

**Taux de fibres recyclées :** 0%

**Certification :** PEFC

**Eutrophisation :** Ptot 0.02 kg/tonne

**Pour contacter le service client :**

**N°Cristal 09 69 39 58 58**  
APPEL NON SURTAXÉ

**Courriel :** contact@lamyliaisons.fr

**Internet :** www.liaisons-sociales.fr

www.lamyline.fr - www.lamy-liaisons.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle par quelque procédé que ce soit, du contenu issu de la présente publication, effectuée sans autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon.

Cette revue peut être référencée de la manière suivante : RLDA 2024/209, n° 8080 (année/n° de la revue, n° du commentaire)

# Sommaire

## ACTUALITÉS

**FOCUS** ..... P. 4

**LES ESSENTIELS DU MOIS** ..... P. 7

**SOCIÉTÉS COMMERCIALES** ..... P. 14

- La reconnaissance unanime de la qualité d'associé au conjoint commun en biens qui a préalablement renoncé à revendiquer cette qualité

*Deen GIBIRILA*

**ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ** ..... P. 19

- La portée de la non reprise des poursuites à l'issue de la clôture d'une liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif

*Gaëtan MARAIN*

## PERSPECTIVES

**CHRONIQUE** ..... P. 23

- Contrats d'affaires

*Jean BRUSCHI, Cédric DUBUCQ, Tristan GIRARD-GAYMARD et Jacques MESTRE*

**ANALYSE** ..... P. 33

- La nouvelle directive européenne sur le devoir de vigilance : promotion des clauses éthiques et durcissement de la responsabilité civile des entreprises

*Dalia BOUDJELLAL, Emmanuel DAOUD, Christine GENDRE*

**ETUDES** ..... P. 40

- La garantie du principe d'indépendance du franchisé en matière de franchise participative : étude jurisprudentielle

*Aurélien DARDENNE*

- Courtiers, service de conseil et crédits aux professionnels

*Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE*

# Édito

## Les nouvelles frontières du droit des affaires

Dans ce dernier numéro de l'année 2024, nous poursuivons notre exploration des enjeux contemporains du droit des affaires à travers des thématiques variées : de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) à la complexité des procédures collectives, en passant par les subtilités des contrats d'affaires.

La nouvelle Directive européenne sur le devoir de vigilance des entreprises (CS3D) constitue l'un des textes phares de cette année. Cette législation ambitieuse, qui impose aux entreprises de prévenir les risques sociaux et environnementaux dans l'ensemble de leur chaîne d'activités, modifie en profondeur le paysage juridique des affaires. En l'étendant bien au-delà des simples obligations contractuelles, cette directive met en lumière la nécessité de promouvoir des clauses éthiques et d'assurer une responsabilisation accrue des entreprises, non seulement vis-à-vis de leurs pratiques, mais aussi de leurs partenaires commerciaux, y compris à l'international (RLDA 2024/209, n° 8093).

S'agissant des partenaires commerciaux, la question de l'indépendance du franchisé, notamment dans le cadre de la franchise participative, fait également l'objet d'une analyse approfondie. Cet article soulève des enjeux complexes relatifs à l'équilibre contractuel dans les réseaux de franchise (RLDA 2024/209, n° 8094).

L'actualité jurisprudentielle est à l'honneur avec une analyse détaillée de la portée des décisions récentes en matière de procédures collectives. D'abord, un article sur la non-reprise des poursuites après la clôture d'une liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif offre une perspective enrichissante sur les créances « hors procédure » (RLDA 2024/209, n° 8091). Ensuite, toujours s'agissant de liquidation judiciaire, la Cour de cassation a dû trancher la question de savoir si l'accord du mandataire judiciaire pouvait résulter de son silence après réception de la demande de revendication du bien ou de son absence d'opposition à l'acquiescement du débiteur (RLDA 2024/209, n° 8080).

À l'intersection du droit des sociétés et du droit patrimonial de la famille, une décision intéressante éclaire le statut d'associé du conjoint marié sous le régime de la communauté dans les sociétés dont les parts ne sont pas librement cessibles. À travers l'analyse d'un litige familial au sein d'un GAEC, l'article explore les enjeux de la renonciation à cette qualité et de sa reconnaissance ultérieure, précisant l'application de l'article 1832-2 du Code civil (RLDA 2024/209, n° 8090).

Et bien sûr, notre chronique semestrielle dédiée à mettre en lumière les évolutions jurisprudentielles des contrats d'affaires qui influencent et transforment les pratiques commerciales au quotidien (RLDA 2024/209, n° 8092).

Ce numéro invite ainsi à réfléchir sur l'intégration de normes éthiques dans le droit des affaires et sur les instruments juridiques disponibles pour garantir que les entreprises agissent de manière responsable. Au-delà des frontières nationales, cette responsabilité se décline désormais à l'échelle européenne, et le rôle du droit dans l'évolution de ces pratiques devient plus crucial que jamais.

Bonne lecture !



Par Brice  
LEMERCIER

Rédacteur en chef  
Revue Lamy droit  
des affaires